



À Rillieux-la-Pape, l'éducation interroge l'ensemble des acteurs locaux

Michel Marandet, directeur général adjoint des services et Franck Fournier, coordonnateur du PRE, reviennent successivement sur l'éducation comme enjeu transversal de la politique communale. Le premier pointe l'intérêt de la démarche pour construire une politique cohérente mobilisant l'ensemble des acteurs ; et le second illustre ce constat à partir d'une expérience concrète de diagnostic partagé.

LA QUESTION de l'éducation et celle du rapport à l'enfant et à sa famille rendent nécessaire une réflexion de chacun sur l'adéquation entre l'offre de services proposée sur un territoire et les besoins des familles, sur la qualité des relations construites entre professionnels et habitants : accueil, écoute, respect, exemplarité, cohérence d'attitudes. Elle invite à partager cette réflexion avec les autres acteurs institutionnels : services de l'État – notamment l'Éducation nationale – services sociaux du département, Caisse d'allocations familiales (Caf), bailleurs sociaux, agents des transports en commun... Car cette question concerne à la fois la relation adulte- enfant et la relation enseignant-enseigné.

INTERROGER LES COMPLÉMENTARITÉS

Dans notre ville, la mise en œuvre de multiples dispositifs, facilitant la prise en charge des publics en risque d'exclusion et l'accès de tous à l'offre socio-éducative culturelle et sportive, a conforté la volonté de construire une démarche éducative globale et partagée. Ce fut le cas lors de la mise en œuvre des dispositifs proposés par l'État ou la Caf (Contrat éducatif local dont le Clas, Ville vie vacances, Réseau d'écoute et d'appui à la parentalité, ateliers relais... et Contrat enfance, Contrat temps libre puis Contrat enfance jeunesse) ou encore par le département (orientations nouvelles de la prévention spécialisée).

Cela a nécessité la création de comités de pilotage dédiés intégrant les acteurs et placés sous la responsabilité d'élus en charge des délégations concernées. Si ces comités de pilotage ont été vigilants à garantir la qualité des actions et une forte mobilisation des acteurs, ils ont aussi en permanence maintenu la veille vis-à-vis des besoins auxquels les réponses restaient insatisfaisantes. Les questions « **sur quoi sommes-nous en échec ?** » ou encore « pour quels enfants ne trouvons-nous pas de réponses ? » ont confirmé en permanence les difficultés de prise en charge individuelle de situations parfois connues par plusieurs acteurs ou objets de signalements.

MOBILISER ET FÉDÉRER LARGEMENT

Le Programme de réussite éducative (PRE), en identifiant clairement cet enjeu de prise en charge éducative comme fondement de la démarche et en n'excluant aucun champ des programmes d'actions susceptibles d'être construits pour répondre au plus près des diagnostics portés sur chaque situation, a mobilisé l'attention de l'ensemble des acteurs intervenant dans les champs sociaux et éducatifs. Les attentions particulières et craintes provoquées ont nécessité de clarifier les rôles de chacun et les modes de coopération, mais aussi stimulé la formulation de nouvelles démarches et d'actions, dont les contenus sont validés dans un comité technique des acteurs du programme.

Une mécanique est enclenchée dont la ville et le Centre communal d'action sociale (CCAS) sont les garants, mobilisant autour de l'équipe du PRE l'ensemble de leurs services au sein d'un comité de suivi interne placé sous la responsabilité de la direction générale. Cette instance assure l'aspect collégial du portage de la démarche et invite chaque service à démultiplier les réflexions dans l'ensemble de ses sphères d'appartenance. Au niveau politique, un comité de pilotage composé de l'ensemble des partenaires institutionnels et des principaux acteurs associatifs assure le suivi du projet, débat des orientations proposées, entend les analyses sur les difficultés rencontrées, recherche les ajustements nécessaires.

UNE FORTE DYNAMIQUE COLLECTIVE

Avec un peu de recul, nous pouvons dire aujourd'hui qu'une évolution significative est constatée au niveau du dynamisme des acteurs, de leurs capacités de coopération, de la qualité des nouvelles actions proposées aux familles.

La création des différentes instances et leur animation jouent un rôle essentiel dans cette évolution car elles privilégient une démarche qui, en référence aux enjeux énoncés dans le Projet éducatif local (PEL) et aux valeurs qui les sous-tendent, crée une obligation d'observation, de diagnostic partagé et de construction de réponses validées collectivement. Ainsi l'intérêt porté sur l'amélioration des actions et le renforcement de l'offre éducative l'emporte sur la recherche des moyens pour sa propre structure. L'enjeu de la coordination porte sans aucun doute sur l'application de ces règles fondamentales. ■

Michel MARANDET

POUR UNE VISION PHOTOGRAPHIQUE, PARTAGÉE ET CONFRONTÉE

Dès la mise en place de cette politique éducative territorialisée, il a fallu trouver des outils performants pour rallier et convaincre les partenaires les plus réticents. A Rillieux-la-Pape, nous avons toujours mis en avant la connaissance partagée du territoire. Ainsi l'état des lieux est devenu un outil permanent et naturel de notre politique éducative. Il agit comme **une photographie qui permettrait de montrer des éléments que l'on ne peut pas voir** de sa place habituelle. En d'autres termes, il offre la possibilité à un bénévole ou un professionnel de prendre conscience de pans éducatifs et socio-démographiques qu'il ne peut connaître par son activité.

Les premières « photographies » ont été difficiles à prendre et le rendu sans doute un peu flou. Certains étaient très réticents, pensant à une forme de contrôle voire à un risque de stigmatisation de leur public, mais très rapidement la qualité de l'outil a balayé le scepticisme. Quelques services de la ville ont adopté cette façon de travailler et développé des outils internes d'analyse basés sur le même principe. Puis le PRE est arrivé ; fort de notre expérience, nous avons proposé nos analyses. Ce fut un échec. Car autour de la table de nouveaux partenaires avaient rejoint la dynamique locale. Ils n'avaient pas partagé les connaissances capitalisées dans notre PEL.

Il a donc fallu recommencer une partie du chemin pour que le partage soit complet. A nouveau, nous sommes partis en quête du moindre indicateur qui objective tel ressenti ou telle représentation. Parmi la série de données, **les ressources apportées par la Caf** sont très riches. Ce sont celles qui, **par leur qualité mais surtout leur annualité**, sont à utiliser en priorité.

Elles nécessitent néanmoins d'être mises en forme. Là aussi, c'est une clef du succès. Car les chiffres en eux-mêmes ne suffisent pas. Doit-on parler de mise en scène ? Certainement pas, plutôt d'illustration et d'argumentation partagée. Il faut donc être perspicace et à l'affût du moindre élément auquel nous n'aurions pas pensé.

L'EXEMPLE DE LA THÉMATIQUE SANTÉ MENTALE

Sur notre territoire, lors de la mise en place du PRE, les partenaires de ce secteur d'activité ne nous connaissaient pas très bien et inversement. Ils avaient du mal à entrer dans la démarche, ayant trop souvent entendu l'un ou l'autre reprocher des prises en charge trop lentes.

Nous avons cherché à comprendre comment les points de vue pouvaient être aussi éloignés. Nous avons trouvé une partie de la réponse en comparant le taux local de praticiens pour 10000 habitants avec celui du département. Et le déséquilibre était si grand qu'il en devenait pratiquement une réponse en lui-même. Les chiffres de la Caf et d'autres indicateurs nous montrent une population fragile alors que dans le même temps, il y a pratiquement deux fois moins de soignants que dans le reste de l'agglomération. Cette approche a été révélatrice pour tous nos partenaires, les uns comprenant les difficultés de ce secteur pour accueillir un grand nombre de patients, les autres ne se sentant plus stigmatisés.

Avec le PRE, devant le nombre de partenaires, la focale a dû être élargie. La photographie doit être de plus en plus nette et affinée pour garder son pouvoir mobilisateur par l'exploitation commune qui en est faite. Elle n'est sans doute pas la seule clef de la réussite de notre dispositif mais le diagnostic partagé permet, de par une connaissance mutuelle, de fédérer les énergies partenariales. Il constitue le point de départ des réponses qui seront construites ensuite. ■

Franck FOURNIER